



Déclaration FSU CTPD du 23 février 2010

Monsieur l'Inspecteur, vous réunissez aujourd'hui le CTPD sur la préparation de la rentrée 2010 dans les collèges du département. Tout d'abord permettez-nous de nous interroger sur le caractère tardif de ce CTPD. En effet il a lieu alors que certains ou tous les Conseils d'Administration des collèges ont déjà débattu de la répartition des moyens sur la base d'une DHG déjà annoncée. Que faisons-nous alors dans ce CTPD ? Monsieur l'Inspecteur, entendrez-vous nos remarques et ferez-vous les modifications éventuelles ?

Concernant les documents transmis aux membres du CTPD, la FSU souhaiterait y voir apparaître la répartition entre Heures Postes et Heures Supplémentaires Années pour la DHG de chaque établissement, cette répartition conditionnant fortement l'avenir des postes.

Concernant les effectifs des collèges prévus pour la rentrée 2010, ils sont annoncés en baisse : -127 élèves attendus par vos services ! Au regard de la dotation départementale c'est donc un poste pour 6 élèves de moins qui est supprimé, ou encore une classe pour 11 élèves en moins (le H/E diminuant donc fortement de 1,369 à 1,338). Si cette baisse du nombre d'élèves dans les collèges de la Nièvre ne manque pas de nous inquiéter, la FSU dénonce un retrait de moyens excessifs. La baisse du nombre d'élèves réduisant la taille des établissements, c'est un H/E augmenté qui devrait être attribué au département. Cela permettrait par exemple de ne pas avoir des sixièmes à 26 élèves et plus dans plus du quart des collèges du département ou encore 5 classes à 29 élèves et une à 30.

La FSU constate aussi dans ce projet les conséquences dramatiques de l'assouplissement de la carte scolaire, en particulier sur Nevers où le collège Adam Billaut aura perdu 7 classes entre la rentrée 2006 et la rentrée 2010, alors que le collège Victor Hugo se retrouve avec des classes extrêmement chargées cette année. La logique de concurrence avec son cortège de subjectivités ne saurait être une bonne méthode pour gérer un service public.

Ces constats ne sont que les conséquences de la politique budgétaire de notre ministère dont la seule logique est comptable et dogmatique comme l'est le fait de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. C'est le leitmotiv d'un gouvernement qui réduit les services publics sans tenir compte des besoins réels de la population. Le gouvernement a annoncé que dans les trois prochaines années, le budget de fonctionnement de l'état n'augmenterait que de 1% par an. C'est faire fi de toute évolution des besoins en services publics et notamment dans l'Education Nationale qui s'est déjà vu retirer 50 000 postes en trois années. Cette politique budgétaire est couplée à une politique sociale catastrophique. A l'occasion des questions diverses que nous souhaitons vous poser nous en ferons encore malheureusement le constat.

L'avenir de notre système éducatif ne nous paraît pas radieux et c'est encore pour cette raison que les syndicats de la FSU appellent à la grève les personnels de l'Education nationale dans les prochains jours.